

Les prix des énergies et du carbone

En règle générale, des prix élevés des énergies encouragent l'adoption d'équipements économes en énergie et stimulent la demande d'investissements climat. De plus, si les énergies carbonées sont aussi les plus chères à l'usage (signal-prix), cela impulse des changements de combustibles, par exemple au détriment du pétrole et du gaz au profit de l'électricité et de la chaleur renouvelables.

Prix internationaux des énergies

De 2011 à 2013, les prix internationaux du pétrole et du gaz sont restés à un niveau historiquement élevé avant de baisser très nettement de 2014 à 2016. Ensuite, le prix du pétrole est remonté à partir de 2016 tandis que celui du gaz est resté bas, en dehors d'un pic en fin 2018, dans un contexte de production abondante et de nouvelles capacités d'importation rendues possibles par le transport liquéfié (GNL).

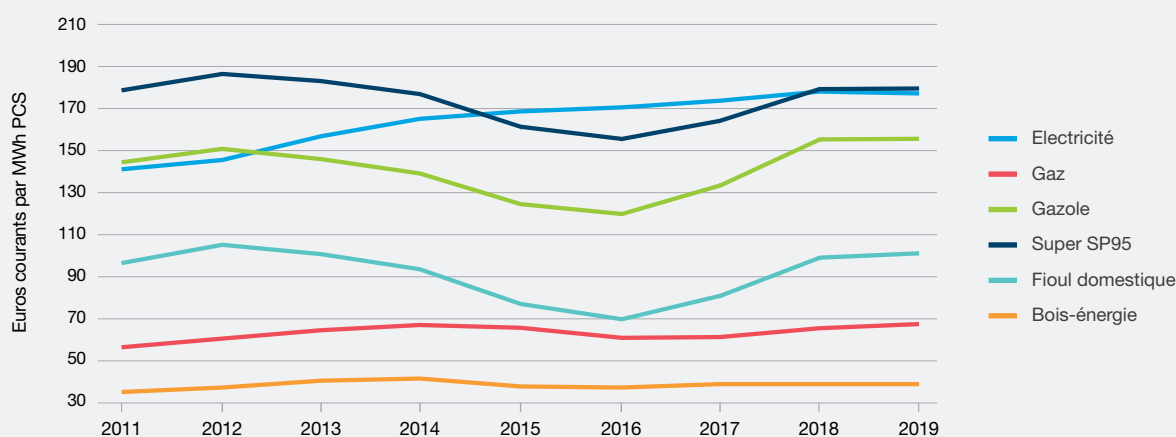
Composante carbone en France et prix des énergies pour les ménages

En France, les pouvoirs publics ont introduit en 2014 une composante carbone dans la taxation des produits pétroliers (TICPE) et du gaz naturel (TICGN), ce qui a amplifié la remontée

des prix pétroliers et stabilisé ceux du gaz naturel. Fin 2018, cette composante carbone a été gelée à son niveau de 44,6€/tCO₂, interrompant une hausse conçue pour encourager davantage d'investissements.

Pour les ménages, collectivités et petites entreprises consommatrices d'énergies fossiles, l'incitation à abandonner les énergies fossiles parce qu'elles deviendraient de plus en plus chères ne s'est pas renforcée. En effet, les prix des énergies, incorporant la composante carbone et les autres taxes, restent inférieurs ou équivalents à leur niveau le plus élevé, c'est-à-dire de 2012 pour les produits pétroliers et de 2014 pour le gaz naturel. En parallèle, le prix de l'électricité a connu une hausse constante, sous l'effet de prélèvements destinés à financer le développement des renouvelables et du réseau. Ceci encourage les investissements d'efficacité énergétique, mais décourage l'abandon des combustibles fossiles au profit de l'électrification, les deux leviers étant importants pour réussir la transition.

ÉVOLUTION DU PRIX DES ÉNERGIES POUR LES MÉNAGES



Source : I4CE, d'après Eurostat et Ministère de la Transition Ecologique, moyennes annuelles

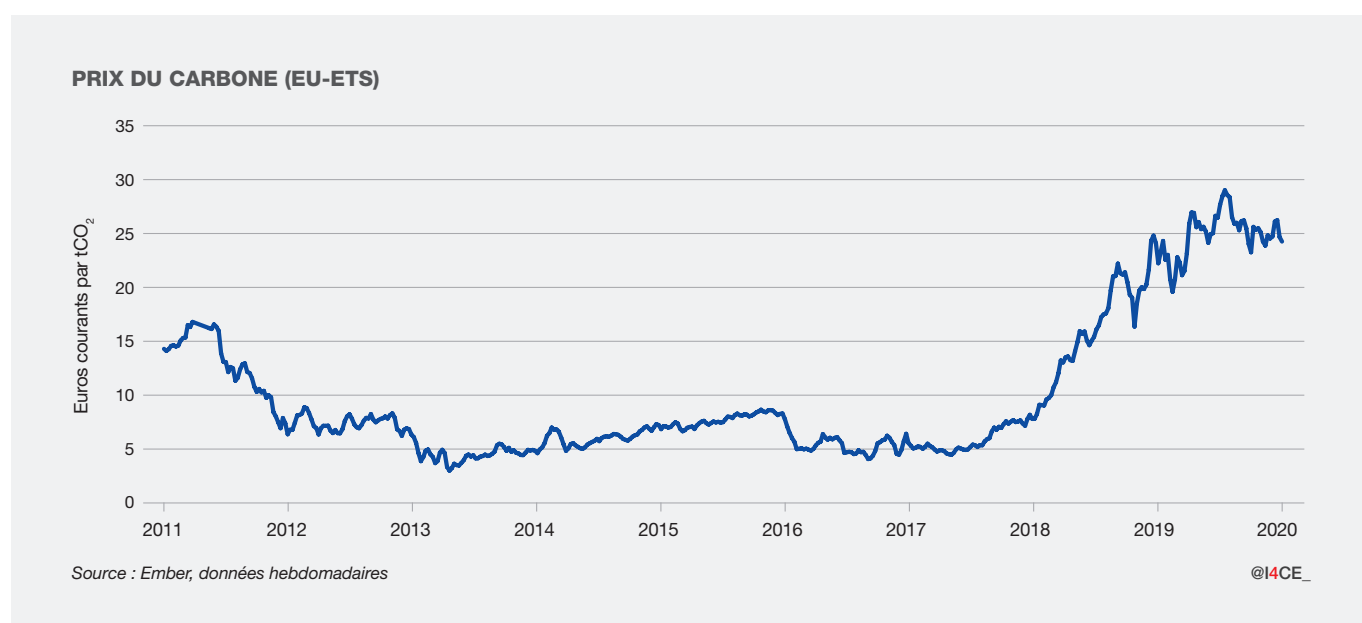
@I4CE_

Prix du carbone européen

Pour les grands émetteurs de CO₂, le prix du carbone ne dépend pas de la taxe nationale mais du prix des quotas d'émissions européens (EU-ETS). Ce système s'applique aux producteurs d'énergie et aux industries manufacturières, avec des exceptions notables pour les secteurs exposés à la concurrence internationale et pour les vols internationaux hors UE. Le prix des quotas s'est nettement accru en 2018 et 2019 sous l'effet de réformes destinées à résorber le surplus de quotas hérité de la récession industrielle de 2009. Cette hausse encourage des économies incrémentales mais reste trop faible et trop incertaine, pour justifier des changements structurels de procédés¹.

Un impact variable selon les secteurs d'activité

Selon le secteur, les prix des énergies peuvent agir plus ou moins fortement sur le niveau des investissements climat. Par exemple, ils apparaissent déterminants pour les investissements dans les renouvelables thermiques (bois énergie, solaire thermique) et le développement des réseaux de chaleur. Mais d'autres facteurs, spécifiques à chaque secteur, sont à considérer. Ainsi, les véhicules électriques se sont développés rapidement en dépit d'un prix de l'électricité croissant.



¹ A ce propos, consulter : Agora Energiewende et Wuppertal Institute, *Breakthrough Strategies for Climate-Neutral Industry in Europe : Policy and Technology Pathways for Raising EU Climate Ambition*, novembre 2020